



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
MARTINIQUE



ACTES du Séminaire « Pour une définition collective des déterminants d'une agriculture biologique productive et rentable »

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2015, SQUASH HÔTEL DE FORT-DE-FRANCE



Table des matières

Avant-propos	5
Ouverture	6
Allocution d'ouverture du séminaire par José MAURICE, Président de la commission agriculture du Conseil Régional de la Martinique	6
Allocution de Gérard CLOQUEMIN, représentant de la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt	6
Allocution du Président de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, Louis-Daniel BERTOME	7
Les représentants des groupements de producteurs Bio mobilisés	9
Présentation de la coopérative Madinina Coop par Mme Annick CHARLES-NICOLAS, membre active	9
Présentation de l'association Paysans Bio Martinik et de ses filiales SICA Bio et CUMA Bio par Mr. Thomas ACCAMAH, Président de la SICA Bio et Mr. Bernard ACCAMAH, Président de CUMA Bio	10
Présentation de l'Association des Fermiers et Producteurs Bio de la Martinique (AFPBM) par Mme. Fabienne DESRAVINES et Mr. Franck-Stéphane MARGUERITE, agriculteurs membres fondateurs	11
Communications	12
Contextualisation de l'AB à la Martinique : Une filière entre défis et opportunités	12
Projection du film-documentaire « L'agriculture biologique à la Martinique, un horizon d'opportunités » (2014)	12
Une réalisation de la Chambre d'Agriculture de la Martinique présentée par Mr. Jean-Marc JUSTINE, ingénieur-conseiller en agriculture biologique	12
Première approche du marché de l'agriculture biologique en Martinique (2015)	13
Teddy JEAN-BAPTISTE et Christelle LEONIDAS – Cabinet TJB ECOCONSEIL	13
Etude de la rentabilité des fermes en AB à la Martinique (2013)	13
Caroline SYLVANIELO – FREDON	13
L'agriculture biologique au cœur des enjeux de préservation des sols à la Martinique. Echo de la campagne « 2015, Année Internationale des Sols »	14
Olivier CAREME, Ingénieur-conseiller en productions végétales – Chambre d'Agriculture	14
Des avancées en agro-écologie pour servir l'agriculture biologique	15
Valoriser la biodiversité du sol en AB : pourquoi et comment ? Valérie ANGEON – CEREGMIA/UNIVAG	15

Système de production biologique en banane cavendish. Retour d'expérience.....	16
Michel BLONDEL-LA-ROUGERY – Planteur de banane cavendish bio.....	16
Concept de production autonome d'alimentation animale biologique.....	16
Elías Iglesias ARABEL, docteur en nutrition animale – CUBA.....	16
La coopération caribéenne en AB : actions, impacts, attentes et perspectives pour les agriculteurs en diversification.....	17
Paula FERNANDES et Christian LAVIGNE (CIRAD/CAEC, UR Hortsys)	17
De l'agriculture biologique à l'agriculture écologique.....	17
Josée-Lyann LABONNE - Service d'expérimentations en agro-écologie du Conseil Général de la Martinique (SEA).....	17
L'agriculture biologique dans les politiques de développement durable de l'agriculture et des territoires.....	18
Des GIEE pour impulser agro-écologie et circuits courts.	18
Marie-France SERVIER – Cabinet Ruralités Multiservices.....	18
Implications de l'Etat dans la structuration et la promotion de la filière agriculture biologique de Martinique.....	18
David OLLIVIER – Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (DAAF).	18
Synthèse des travaux en ateliers	19
Atelier 1 : Maîtrise technique de la production bio et transferts.....	19
Atelier 2 : Systèmes de production biologiques : Caractérisation, optimisation et valorisation.....	22
Atelier 3 : Commercialisation et valorisation de la production bio : pour une rémunération optimale du producteur.....	26
Annexe I : Spécificités des circuits courts de commercialisation du bio en Martinique	31
Annexe II : Spécificités des circuits longs de commercialisation du bio en Martinique	32
Annexe III : Liste des participants.....	33

Avant-propos

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement du développement de la filière agriculture biologique (AB), la Chambre d'Agriculture de la Martinique a initié depuis 2013 un ensemble d'actions contribuant d'une part à inciter et faciliter l'engagement de candidats volontaires à l'AB. Le guide 2015 de conversion à l'AB et le film-documentaire « L'agriculture biologique à la Martinique, un horizon d'opportunités » réalisé cette année font partie des outils de mise en œuvre de cette première action. Notre institution mène d'autre part un second champ d'actions remplissant une double fonction :

- de rassemblement des producteurs bio autour de problématiques communes ;
- de définition de pistes de solutions dans une logique de co-construction.

C'est dans ce deuxième champ d'action que s'inscrit le séminaire « Pour une définition collective des déterminants d'une agriculture biologique productive et rentable », le premier du genre en Martinique. Centré sur des problématiques techniques de production et d'efficience économique de l'activité des entreprises, cet espace de travail s'est voulu le point de rencontre entre tous les contributeurs acteurs de la filière AB. Ainsi, les agriculteurs et leurs proches conseillers, mais aussi les acteurs institutionnels, de la Recherche-Développement et de l'enseignement agricole ont pu porter à la connaissance du plus grand nombre leurs avancées en termes de travaux, d'expertises et d'études afin d'éclairer la filière AB sur l'étendue des références et référents sur lesquels elle peut s'appuyer.

Par ailleurs, ce séminaire de travail a été une occasion importante de solliciter la participation de l'assistance dans des travaux en ateliers. 123 contributeurs répartis dans 3 ateliers thématiques ont traité une problématique commune : quelles stratégies pour relever le double défi de la production bio et de la rentabilité des fermes biologiques ?

Fondés sur une expertise collégiale, les pistes d'actions qui se sont dégagées de ces travaux permettent d'ores et déjà de cibler les orientations qu'il va falloir privilégier pour garantir un développement harmonieux de la filière AB et pérenniser et rentabiliser l'activité des agrobiologistes.

Ce séminaire rappelle l'implication forte de la Chambre d'Agriculture dans la structuration et l'accompagnement des filières agricoles dont l'agriculture biologique, en l'occurrence. Il précède un second événementiel programmé en 2016. Ce dernier sera une opportunité de faire un bilan des actions qui auront concrètement été mises en œuvre au sortir de ce premier séminaire.

Ce séminaire a été financé par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et sponsorisé par Diet Discount.

Ouverture

Allocution d'ouverture du séminaire par José MAURICE, Président de la commission agriculture du Conseil Régional de la Martinique

« Félicitations à la chambre d'agriculture pour cette initiative qui permet de mettre en valeur l'agriculture biologique de Martinique encore peu connue du public ».

L'absence de projets de développement ou tout au mieux, des projets qui restent au stade embryonnaire sont regrettables. Il est plus que nécessaire de structurer la filière car les consommateurs sont demandeurs. La production n'est pas suffisamment représentée dans le commerce. L'augmentation de cette production est donc nécessaire.

La filière bio gagnerait également à produire et communiquer plus de données et d'informations techniques afin d'inciter davantage d'engagements et une progression des producteurs.

Par ailleurs, de plus en plus nombreux sont les producteurs qui formulent des demandes d'aide à titre individuel. Il serait plus pratique pour tous d'avoir un seul interlocuteur fédérateur et demandeur afin d'adopter une stratégie commune pour favoriser le développement de l'AB en Martinique.

Grâce au LEGTA de Croix-Rivail et singulièrement à Monsieur Gérard DESCAS, des jeunes sont formés en licence Agriculture Biologique option Conseil et Développement (ABcd) afin de consolider l'offre de conseillers et d'accompagnants des agriculteurs, pour les amener vers un meilleur développement de leur activité.

Le conseil Régional est prêt à accompagner la filière bio par la mise à disposition de moyens financiers dans le cadre du Plan de Développement Rural de la Martinique (PDRM) 2014-2020.

Allocution de Gérard CLOQUEMIN, représentant de la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt

L'agriculture biologique n'est plus une activité « paysanne ». C'est une entité, une puissance économique reconnue depuis le Grenelle de l'environnement en 2007 (2% de SAU en Bio). Dans le cadre du plan ambition bio 2017, en 2014 4% de la SAU de France est engagé en bio.

Une étude menée en 2014 indique que 88% des français avouent consommer bio et 66% le font régulièrement.

Les instituts de recherche tels que INRA, CIRAD, ont pour objectif de rendre opérationnels les systèmes de culture qui conduiront à une évolution des systèmes de production.

Pour être efficaces, une dynamique est à maintenir pour pérenniser la filière.

Allocution du Président de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, Louis-Daniel BERTOME

Une chose est certaine : la demande en produits de l'agriculture biologique (AB) est loin d'être couverte par la production locale. Il est donc logique de se poser la question d'une agriculture biologique productive et rentable à la Martinique.

Nous en avons fait le thème de notre séminaire. Cette question se pose bien évidemment dans les mêmes termes pour l'ensemble des productions.

En effet, notre agriculture est dans son ensemble à la recherche de voies et moyens pour commercialiser sa production dans un contexte d'ouverture à la concurrence avec des coûts défavorables.

L'agriculture biologique n'y échappe pas. Il s'agit pourtant d'un créneau porteur, loin d'être saturé, source de croissance et d'opportunités nouvelles pour les agriculteurs. Bien évidemment, l'agriculture biologique s'inscrit dans une préoccupation environnementale. L'apport de l'AB dans est de ce point de vue indéniable. Mais cela ne suffit pas à constituer une filière.

Au regard des données de la production biologique on peut s'interroger sur le niveau de production et sur le faible nombre d'agriculteurs pratiquant la bio. Au regard des du contexte général de la production et des contraintes qui s'imposent aux producteurs, on comprend les difficultés.

Les agriculteurs ont besoin de données techniques pour mener à bien leur production. Malheureusement les références techniques, exploitables par les producteurs qui s'adonnent à la production bio dans notre région, ne sont pas toujours disponibles. Les consommateurs sont demandeurs mais la production locale est encore sous ou mal valorisée dans les circuits de distribution.

Et puis, la rémunération des producteurs n'est pas suffisamment attractive eu égard aux dépenses de main d'œuvre, d'intrants ou de matériel à engager. Les prix souvent jugés élevés par les consommateurs ne profitent pas toujours aux producteurs. Nous avons choisi d'aborder avec vous chacun de ces trois points en ateliers/débat dans l'après-midi. Il s'agit en effet, au bout de cette journée d'échange, de dégager des pistes d'action pour renforcer la production bio à la Martinique.

Il n'en demeure pas moins que ce sont la motivation et la mobilisation des producteurs qui feront le développement réel de la filière. L'agriculture biologique est récente à la Martinique. Depuis le début la Chambre d'Agriculture a toujours été aux côtés des agriculteurs voulant se lancer. Nous avons initié des formations pour favoriser les conversions, aux balbutiements du bio. Nous avons accompagné des agriculteurs dans leur installation ou dans la modernisation de leur exploitation. Nous avons de manière permanente assuré un encadrement technique de la filière.

Nos partenaires publics, Etat et Collectivités Territoriales, ont mis en place des mesures d'accompagnement au développement de la production. Mais quoiqu'il en soit, il revient aux acteurs de la filière de définir ensemble les modalités de son organisation afin de véritablement assurer son développement.

De ce point de vue, les producteurs doivent savoir que la Chambre d'Agriculture ainsi que l'ensemble des partenaires publics sont à leurs côtés pour que progresse cette production biologique dans les proportions que souhaitent les consommateurs.

Je formule le vœu d'un regroupement et d'un rapprochement des forces productives pour développer et assurer la pérennité du bio à la Martinique.

Mesdames, Messieurs, je remercie chacun de vous de participer à cette journée de réflexion. Je remercie particulièrement les agriculteurs présents.

Permettez-moi de saluer le travail de l'équipe de la Chambre d'Agriculture, en particulier notre conseiller en agriculture biologique, Mr. Jean-Marc JUSTINE, qui est la cheville ouvrière de l'opération.

Je remercie les partenaires publics de l'opération, plus particulièrement la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, représentée par Mr. Gérard CLOQUEMIN, le LEGTA de Croix-Rivail et le CFAA du François.

Je remercie également le Conseil Régional représenté par le Président de la commission agriculture Mr. José MAURICE.

Je remercie enfin notre partenaire privé DIET DISCOUNT, qui nous apporte son soutien actif à la réalisation de la journée.

Je ne doute pas que nous saurons unir nos forces, nos missions et nos compétences pour que progresse notre production biologique.

Je souhaite une journée profitable à tous.

Les représentants des groupements de producteurs Bio mobilisés

En 2015, 42 entreprises en activité sont référencées en agriculture biologique à la Martinique. Elles se répartissent au sein de 3 structures spécialisées en AB que sont :

- La coopérative Madinina COOP
- L'association Paysans Bio Martinik
- L'association des Fermiers et Producteurs Bio de la Martinique (AFPBM)

Réunis sur la même table à l'occasion de ce séminaire, ces groupements ont été invités à présenter leur structure, leurs objectifs et projets. Leurs représentants ont su tenir un discours ayant pour dénominateur commun le nécessaire regroupement de tous au sein d'une bannière unique, conscients des retombées significatives qu'une telle démarche engendrerait, à l'échelle de leurs structures collectives jusqu'aux entreprises considérées individuellement.

Cette tribune commune leur a permis de confirmer leur vœu d'œuvrer dans l'apaisement, dans le respect des sensibilités et des orientations propres de chacun avec un objectif partagé de développer la bio à la Martinique.

Présentation de la coopérative Madinina Coop par Mme Annick CHARLES-NICOLAS, membre active

Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), Madinina Coop a été créée en 2014. Elle regroupe 15 agriculteurs certifiés AB. Elle s'est donnée pour missions :

- de collecter et de commercialiser les produits certifiés AB du territoire avec un agrément délivré par la Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) permettant à ces adhérents de bénéficier d'une aide à la commercialisation de produits bio dans le cadre du Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité (POSEI¹),
- d'établir un partenariat avec l'étranger pour l'importation d'aliments d'élevage et autres intrants certifiés AB pour mutualiser les moyens et réduire les coûts d'approvisionnement,
- d'accompagner ses adhérents dans la structuration de leur entreprise et de commercialiser efficacement leurs produits.

A terme, la coopérative a pour ambition de créer une structure pouvant accueillir les jeunes enfants pour les rapprocher de la bio en vue de les sensibiliser aux qualités de cette agriculture.

La production bio est encore trop confidentielle et elle manque de visibilité sur le marché local. Madinina Coop déplore le manque de repérage du bio Martinique dans le commerce et souhaite que tous les producteurs de bio travaillent ensemble pour fédérer la filière. L'un des avantages d'une démarche collective pourrait être, par exemple, l'achat groupé d'intrants permettant de réduire les coûts au bénéfice des entreprises.

¹ Le POSEI est le « Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité ». Ce programme européen est réservé aux Régions ultra périphériques, et vise à compenser les surcoûts liés à leur éloignement et à stimuler leurs activités agricoles et agroalimentaires avec des mesures adaptées à leurs territoires.

Présentation de l'association Paysans Bio Martinik et de ses filiales SICA Bio et CUMA Bio par Mr. Thomas ACCAMAH, Président de la SICA Bio et Mr. Bernard ACCAMAH, Président de CUMA Bio

Messieurs Thomas et Bernard ACCAMAH se sont exprimés au nom de leur groupe, excusant au passage Mr. Jacques BRIEU, président de l'association Paysan Bio Martinik et absent à cette manifestation.

Ils font partie des pionniers de l'agriculture biologique à la Martinique et font la promotion d'une agriculture biologique fondée sur des valeurs et des pratiques ancestrales. Pour eux, l'agriculture biologique c'est une activité rentable qui crée des richesses et de l'emploi.

Installés dans le nord de l'île et spécialisés dans la production vivrière, ils privilégient la commercialisation en circuit long comme celui de la restauration scolaire.

En 2013, ils ont créé trois structures interconnectées afin de maîtriser la production bio d'un bout à l'autre de la filière pour se positionner durablement sur les marchés visés. Ces structures sont :

- L'association Paysans Bio Martinik, outil d'animation (campagnes d'information, mise en place de manifestations, représentation des intérêts des adhérents auprès des autorités et collectivités...) et de regroupement de producteurs ;
- La SICA Bio, structure de collecte et de commercialisation de la production bio, agréée par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour favoriser l'accès de ses adhérents à l'aide à la commercialisation du POSEI ;
- La CUMA Bio, outil de mutualisation créé pour faire l'acquisition de matériel productif mis à disposition de ses adhérents au travers d'une gestion commune.

Le principal objectif de cette équipe est d'augmenter leur production. Elle s'est fixée un objectif de plus de 90 tonnes de produits bio à moyen terme.

Pour cette année 2015, les objectifs de production ne seront pas été atteints car les cultures ont souffert de la sécheresse exceptionnelle qui a sévi sur toute l'île.

De leurs difficultés, il est à retenir que la CUMA est contrainte de faire usage d'engins usagés acquis en occasion car les capacités financières actuelles de la structure ne lui permettent pas d'investir dans du matériel en bon état.

Enfin, Mr. Thomas ACCAMAH a appelé à davantage d'unité des producteurs bio rappelant que les outils de développement qu'il a mis en place sont opérationnels et aptes à répondre aux attentes des producteurs de la filière.

Présentation de l'Association des Fermiers et Producteurs Bio de la Martinique (AFPBM) par Mme. Fabienne DESRAVINES et Mr. Franck-Stéphane MARGUERITE, agriculteurs membres fondateurs

Mme. DESRAVINES et Mr. MARGUERITE sont membres fondateurs de la toute récente association AFPBM.

Créé en 2015, et forte de 15 membres, elle a pour objectifs de :

- Favoriser le bien-être de l'agriculteur ;
- Développer et optimiser la production bio ;
- Sensibiliser le grand public à la consommation de produits frais et sains ;
- La valorisation optimale de la production Bio ;
- Structurer une commercialisation prioritairement en circuit court et à terme, en circuit long.

Les membres de cette association loi 1901 à gouvernance collégiale souhaitent que l'AFPBM devienne un outil de développement fédérateur, donc capable de rassembler le plus grand nombre autour d'une vision partagée d'une filière bio structurée et performante.

Communications

Contextualisation de l'AB à la Martinique : Une filière entre défis et opportunités

Ce temps est consacré à dresser le contexte qui justifie la mise en place de ce séminaire et à aider la connaissance et la compréhension des participants des sujets de réflexion privilégiés à cette occasion. Il s'agit d'une mise en lumière des caractéristiques clés de la filière et des entreprises en AB pour nourrir les discussions et orienter les débats.

Projection du film-documentaire « L'agriculture biologique à la Martinique, un horizon d'opportunités » (2014).

Une réalisation de la Chambre d'Agriculture de la Martinique présentée par Mr. Jean-Marc JUSTINE, ingénieur-conseiller en agriculture biologique.

Ce film-documentaire met en évidence l'opportunité qu'est l'agriculture biologique pour le développement économique et écologique de l'île.

Il dresse un état de cette filière, à savoir que l'AB à la Martinique en 2013 c'est :

- 37 entreprises engagées en AB et en activité,
- 300 ha de surface agricole utile,
- Une production estimée à 315 T,
- 80% des produits commercialisés en circuits courts et le reste en circuit long
- Une filière en perpétuelle recomposition, marqué par l'engagement de grandes entreprises spécialisées et capitalisées.

A la lumière des interviews, il ressort une forte demande de produits bio locaux. La restauration collective est un véritable levier de développement. Le plan Ambition Bio 2017 qui a fixé une directive de 20% de produits AB dans les menus de cette restauration incite l'ouverture de ce marché au bio. L'AB est un marché de niche avec une croissance régulière ces 12 dernières années.

Citée comme une alternative à l'agriculture dite conventionnelle, l'AB est une opportunité économique s'appuyant sur un marché porteur. Les agriculteurs émettent également des pistes de développement des entreprises comme une organisation rigoureuse du travail et un fonctionnement en réseau, pour échanger les savoirs.

La filière n'est pas isolée et des acteurs de la Recherche, de l'Expérimentation et de l'enseignement sont autant de ressources à mobiliser. C'est aussi une filière ouverte sur son environnement géographique. Des échanges sont organisés par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et les îles voisines à la pointe en agriculture biologique, comme Cuba.

La bio est une filière aidée. Des dispositifs d'aide spécifiques sont répertoriés et la Chambre d'Agriculture de la Martinique et la DAAF sont des interlocuteurs facilitant l'accès aux aides et services de conseils en direction des producteurs bio et des porteurs de projets intéressés par cette filière d'avenir.

[Lien vers le film](#)

Première approche du marché de l'agriculture biologique en Martinique (2015).

Teddy JEAN-BAPTISTE et Christelle LEONIDAS – Cabinet TJB ECOCONSEIL.

Cette communication présente les principaux résultats de l'étude de marché de la filière de l'agriculture biologique en Martinique commandée par la Chambre d'agriculture.

Concentrée au nord de la Martinique (2/3 des exploitations), l'agriculture biologique représente 1% de l'ensemble des surfaces agricoles utiles. 80% de la production est distribuée via des circuits courts (ventes directes et petits marchés bio de proximité).

S'agissant de l'enquête, les consommateurs se tournent vers le bio essentiellement pour leur santé, et dans une moindre mesure pour la protection de l'environnement.

Les consommateurs de produits bio sont très réguliers (plusieurs fois par semaine). Il y a une forte présence des produits locaux dans leur panier, même s'ils fréquentent souvent des magasins spécialisés bien achalandés en produits importés.

Pour les non consommateurs de produits bios, les prix sont le premier frein à la consommation. Une majorité d'entre eux reste néanmoins ouverte à une conversion au bio.

[Lien vers la communication](#)

Etude de la rentabilité des fermes en AB à la Martinique (2013).

Caroline SYLVANIELO – FREDON.

Dans le cadre d'un projet sur la filière AB financé par le Conseil Régional de la Martinique, la FREDON a travaillé sur la situation économique des producteurs de cette filière. Cette problématique a été traitée en 2013 par Yaline Josée-Justinien, étudiante de la licence professionnelle Agriculture Biologique, option Conseil et Développement et apprentie à la FREDON, avec l'aide de l'Association de Gestion et de Comptabilité de la Martinique.

Se fondant sur les résultats de huit fermes certifiées AB sorties de la période de conversion, elle a constaté :

- des chiffres d'affaires faibles, qui indiquent des productions insuffisantes et/ou mal valorisées ;
- des rapports Valeur ajoutée/Chiffre d'affaires relativement faibles, qui montrent des consommations intermédiaires trop importantes par rapport à la production valorisée obtenue ;
- des excédents bruts d'exploitation largement insuffisants qui ne permettent ni la rémunération des producteurs, ni les investissements nécessaires au développement de leur activité.

Les résultats de cette étude, inquiétants, devraient être validés par un travail pluriannuel sur un nombre plus important de structures.

[Lien vers la communication](#)

L'agriculture biologique au cœur des enjeux de préservation des sols à la Martinique. Echo de la campagne « 2015, Année Internationale des Sols ».

Olivier CAREME, Ingénieur-conseiller en productions végétales – Chambre d'Agriculture.

L'AB est au cœur des problématiques de préservation des sols soulevées à l'échelle planétaire. L'année internationale des sols (AIS) initiée par la FAO a pour objectif de mettre lumière toutes les initiatives prise de par le monde pour sensibiliser le grand public aux enjeux de la préservation des sols. L'agriculture biologique est un modèle de gestion durable de la ressource sol, le lien au sol étant l'un de ses fondements. A l'échelle locale, augmenter la production biologique irait dans le sens d'une réduction des effets néfastes d'une perpétuation des pratiques agricoles conventionnelles destructrice de sol (surpâturages, travaux de préparation de sol lourds et inadaptés,...).

Plus largement, il convient de concilier production et environnement en prenant en compte toutes les fonctions agricoles et en optimisant les différentes techniques.

La préparation et le travail du sol permettent d'en améliorer la structure et la vie. La diversification et la rotation des cultures permettent de protéger le sol en y garantissant une activité. Cette dernière se maintient grâce à la fertilisation organique et à l'absence de produits phytopharmaceutiques de synthèse.

[Lien vers la communication](#)

Des avancées en agro-écologie pour servir l'agriculture biologique

Valoriser la biodiversité du sol en AB : pourquoi et comment ? Valérie ANGEON – CEREGMIA/UNIVAG.

Il faut valoriser la biodiversité du sol pour écologiser l'agriculture en la modernisant avec la technologie.

Le modèle productiviste de l'après-guerre a montré ses limites : sols saturés et difficultés de produire. Aujourd'hui, nous devons produire autrement en repensant les systèmes de production.

De nombreuses plantes sont des hôtes pour les bio-défenseurs (80%). Les mycorhizes, champignons bénéfiques aux plantes, permettent à celles-ci d'être résistantes aux attaques. Les associations de cultures sont excellentes car elles permettent aux plantes de communiquer entre elles et parviennent à une bio-régulation. L'association oignon pays et tomate permet à cette dernière d'être résistante aux attaques.

Co-construire des innovations de culture et créer des interactions écologiques : Un échantillon de 19 agriculteurs sensibilisés au bio a accepté de valoriser le sol en limitant le labour. Cette expérimentation fut réalisée en partenariat avec la FREDON afin de proposer une boîte à outils pour préserver la biodiversité des sols. C'est un dispositif original de partage de connaissances essentiel pour l'avenir.

[Lien vers la communication](#)

Le contrôle des insectes et des acariens en agriculture biologique

Philippe RYCKEWAERT - CAEC/CIRAD Martinique. philippe.ryckewaert@cirad.fr

Les insectes et acariens ravageurs constituent une menace constante dans les cultures, notamment en régions tropicales. Leur contrôle par la lutte chimique reste limité en agriculture biologique du fait du faible nombre de produits autorisés. De plus certains d'entre eux ne sont pas compatibles avec la lutte biologique ou posent des problèmes de santé et environnementaux.

Cependant, d'autres moyens doivent être mis en œuvre comme la prophylaxie, la lutte physique, la lutte biotechnique et la lutte biologique. Cette dernière doit être favorisée par des méthodes agro-écologiques comme la mise en place de plantes de service qui vont permettre l'augmentation de la biodiversité animale (prédateurs, parasitoïdes), et par là, de réguler les ravageurs.

[Lien vers la communication](#)

Système de production biologique en banane cavendish. Retour d'expérience.

Michel BLONDEL-LA-ROUGERY – Planteur de banane cavendish bio.

Mr BLONDEL-LA-ROUGERY a projeté un film de présentation de sa ferme et de ses expériences innovantes. Cet agriculteur est le seul producteur de banane cavendish bio d'exportation sur le territoire français. Sa certification AB en 2014 est le couronnement de longues années d'efforts passées à introduire sur sa ferme des méthodes de production agro-écologiques visant à rendre son outil de production totalement indépendant des intrants de l'industrie pétrochimique.

Grâce à sa collaboration avec le docteur Elias Iglesias ARABEL de Cuba, Mr BLONDEL-LA-ROUGERY a mis en place un processus de production d'une solution fertilisante et bio-stimulante qu'il appelle Melkir, composée exclusivement de matières premières issues de la ferme.

Cette formule organique a permis à la ferme de s'affranchir des engrais de synthèse puis des engrais organiques du commerce avérés trop coûteux. Elle permet aussi de stimuler la biodiversité fonctionnelle du sol afin que ce dernier réponde de manière efficiente aux besoins de sa culture. Enfin, l'application de cette solution sur le feuillage des bananiers permet de contenir la progression de la cercosporiose noire.

Inscrit dans une démarche globale de renouvellement des mécanismes de régulation naturelle sur son site, ce procédé a permis une nette amélioration des rendements de l'entreprise d'une part (50 à 60T par hectare) et de la qualité de ses fruits d'autre part.

Concept de production autonome d'alimentation animale biologique.

Elías Iglesias ARABEL, docteur en nutrition animale – CUBA

Mr. ARABEL est reconnu dans la Caraïbe pour la qualité de ses nombreux travaux de recherche agronomiques, notamment sur la nutrition animale. Ses travaux ont profité aux essais de production animale bio de Mr. Michel BLONDEL-LA-ROUGERIE, unique planteur de banane certifiée AB à la Martinique.

Le melkire, produit se présentant sous forme liquide ou solide et riche en acides aminés, en enzymes et en minéraux est l'ingrédient clé de la ration alimentaire testée sur des bandes de volailles.

Sa forte teneur en micro-organismes parmi lesquels des pathogènes provoquant le déséquilibre et la mort des parasites favorise leur régulation dans l'organisme des animaux.

Chez la vache laitière, on observe une augmentation de la production de lait et chez les ruminants, un meilleur rendement carcasse. Il en va de même de la production d'œufs des volailles et des performances zootechniques des lapins.

Ce produit est également utilisé pour dépolluer les eaux saturées ainsi que pour éliminer les mauvaises odeurs qui s'en dégagent.

La coopération caribéenne en AB : actions, impacts, attentes et perspectives pour les agriculteurs en diversification.

Paula FERNANDES et Christian LAVIGNE (CIRAD/CAEC, UR Hortsys)

En matière de coopération caribéenne en faveur de l'Agriculture Biologique, plusieurs actions complémentaires ont été menées dans le cadre du projet Interreg Devag afin de mettre au point des pratiques culturales agroécologiques adoptables par tous les agriculteurs et compatibles avec l'AB, informer et former les agriculteurs et les agents de développement des méthodes déjà existantes et créer ou renforcer les liens et le partage d'informations dans la Caraïbe via différentes formes d'échanges régionaux.

Cette communication présentera le bilan de ces actions sous leurs différentes formes (séjours de formation, visites de partenaires, comites techniques et séminaire de clôture), leurs produits et les évaluations des bénéficiaires ainsi que leurs attentes pour les actions à venir.

En termes de perspectives, nous présenterons les grandes lignes du futur projet en construction.

[Lien vers la communication](#)

De l'agriculture biologique à l'agriculture écologique.

Josée-Lyann LABONNE - Service d'expérimentations en agro-écologie du Conseil Général de la Martinique (SEA).

Le Conseil Général a mis en place le SEA dans le but d'être un outil d'aide aux agriculteurs. C'est une structure qui depuis sa création explore des thématiques de recherche en lien avec le contexte et les préoccupations locales.

Ces dernières années, les prises de conscience quant à la nocivité des produits phytosanitaires pour l'homme et la nature ont mené à des durcissements en termes de législations et l'évolution des pratiques chez de nombreux agriculteurs. Ainsi, dans le but de participer à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, le site s'applique à n'utiliser aucun intrant d'origine pétrochimique sur ses parcelles expérimentales.

Cependant, qu'en est-il de la préservation de la ressource en eau, des sols, des microorganismes, bactéries bénéfiques et des espèces végétales?

C'est ce sur quoi travaille le SEA aujourd'hui dans le but de diffuser la connaissance et les pratiques acquises aux agriculteurs désireux de produire de façon saine et durable.

[Lien vers la communication](#)

L'agriculture biologique dans les politiques de développement durable de l'agriculture et des territoires

Des GIEE pour impulser agro-écologie et circuits courts.

Marie-France SERVIER – Cabinet Ruralités Multiservices.

Un Groupement d'Intérêts Economiques et Ecologiques (GIEE) représente un collectif d'agriculteurs constitué formellement sous n'importe quelle forme juridique. Les agriculteurs détiennent la majorité des voix au sein de leur collectif. Les GIEE sont généralement situés sur un même territoire.

Un GIEE doit concilier performances économique, environnementale et sociale. Les agriculteurs adhérents s'inscrivent dans des processus de changement de leur mode de fonctionnement et d'organisation de sorte de favoriser l'agro-écologie.

Le collectif d'agriculteurs s'engage sur plusieurs années à consolider leurs pratiques. Fondé sur une dynamique de projet collectif, le GIEE permet de diminuer le coût des intrants, de favoriser les emplois et limiter l'isolement rural. Etre membre d'un GIEE présente l'avantage de bénéficier d'une majoration des aides européennes.

Sa reconnaissance se fait en réponse à un appel à projet lancé par l'Etat. Plusieurs associations d'agriculteurs du territoire ont présenté des projets de GIEE.

[Lien vers la communication](#)

Implications de l'Etat dans la structuration et la promotion de la filière agriculture biologique de Martinique.

David OLLIVIER – Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (DAAF).

L'Etat français s'implique globalement dans la structuration de la filière AB et dans la promotion de ce mode de production pour accroître la consommation concourant ainsi au développement de la production.

En partenariat avec la Chambre d'Agriculture, les enveloppes 2015 et 2016 « animation de la filière AB », de 50 000 €, a permis la production d'un film-documentaire sur cette filière en Martinique, la réédition d'un guide de conversion en AB, la réalisation d'une étude de marché et la mise en place du présent séminaire et sa réédition prévue en 2016.

Plus spécifiquement, l'Etat soutient financièrement l'exploitant certifié AB à plusieurs niveaux. Il s'agit du subventionnement des coûts des contrôles de l'organisme certificateur, des aides à la surface (MAE), des aides au tonnage produit via le POSEI et des formations techniques et collectives (prévision 2016 en partenariat avec la Chambre d'Agriculture).

[Lien vers la communication](#)

Synthèse des travaux en ateliers

Le second temps du séminaire était consacré à des travaux dans trois ateliers traitant distinctement de thématiques transversales que sont :

- La maîtrise de la production biologique ;
- La caractérisation, l'optimisation et la valorisation des fermes biologiques ;
- La commercialisation et la valorisation de la production pour une rémunération optimale du producteur.

Les résultats de ces travaux sont le fruit du travail collectif d'agriculteurs, de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens et de formateurs, entre autres. Forts de leur expertise, ils ont livré une analyse des freins au développement de la production bio à la Martinique. Par ailleurs ils ont été force de proposition au regard des nombreuses pistes d'actions qui ont émergé des discussions.

Atelier 1 : Maîtrise technique de la production bio et transferts

Pourquoi cet atelier ?

Le développement de la production biologique à la Martinique demeure un indicateur majeur de l'impact des politiques nationales et régionales en œuvre depuis bientôt presque vingt années pour tenter de booster la filière agriculture biologique (AB).

Sur notre territoire, les faibles résultats agronomiques de la plupart des unités de production en AB contrastent avec la dynamique actuelle de production au niveau métropolitain et même dans la Caraïbe. Au niveau national, cette dynamique est en lien avec l'une des orientations phares du Plan Ambition bio 2017 lancé en 2013 par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

En Martinique, la récurrence des problèmes structurels de la filière AB et de ses fermes ainsi que les contraintes de notre environnement biophysique tropical n'expliquent qu'en partie le problème posé au regard des "performances" agronomiques observées dans des systèmes des pays caribéens (Cuba, République Dominicaine,...), et même localement.

La maîtrise par les agriculteurs des techniques de production biologiques, mais aussi leur inégal accès aux technologies et innovations pouvant concourir à l'optimisation de leurs processus de production bio demeurent des verrous importants. Sur ces prérequis combinés à une mise en vente efficace de la production bio reposent en grande partie la viabilité économique des fermes en AB, facteur décisionnel fort des candidats à s'engager en AB.

Orientation des réflexions

Cet atelier s'est centré sur les problématiques d'accès par les agriculteurs au savoir-faire et aux technologies pouvant les aider à augmenter la productivité de leurs systèmes. Il a placé le curseur de l'expertise attendue sur les notions de transfert, de formation, de capitalisation et de transmission, prolongement tout indiqué de la connaissance des avancées et innovations qui relèvent de l'agriculture biologique ou de l'agro-écologie.

Objectifs de la séance de travail

- Conforter les éléments de contexte et notamment ceux en relation avec les attentes des agriculteurs ;
- Identifier les sources de connaissances techniques (acteurs) et de technologies utiles ;
- Définir des stratégies et des actions concourant au renforcement du bagage technique des opérateurs (agriculteurs, acteurs) ;
- Définir des modalités d'accès de ces derniers aux technologies utiles et aux ressources (intrants).

Synthèse des travaux

▲ Constats

Les analyses des participants ont été menées sur la base d'un constat partagé qui est la faible productivité des systèmes de production. Trois facteurs majeurs ont été identifiés :

Le bagage technique de l'agriculteur corrélé à :

- un manque de formation dans les domaines agronomique et économique,
- une offre de formation insuffisante,
- un faible accès à des références techniques fiables tant dans le domaine végétal qu'animal,
- une approche du système de production pas assez systémique.

Le manque de ressources des entreprises, notamment :

- en main d'œuvre,
- en matériels adaptés,
- en trésorerie pour la plupart des entreprises,
- en foncier mécanisable pour la majorité des petites structures,
- en semences et matériel végétal adaptés en lien avec l'évolution des habitudes de consommation des clients du bio.

L'absence d'une fédération forte des agriculteurs et une synergie insuffisante avec les acteurs de la filière, entraînant :

- un accompagnement des producteurs discontinu,
- une absence d'organisation globale de la filière,
- une offre de services insuffisante.

▲ Des détenteurs identifiés de connaissances techniques et de savoir-faire utiles à l'AB

Les lacunes d'ordre structurel, tant au niveau des entreprises qu'au niveau de la filière demeurent, conformément aux résultats des différents travaux réalisés depuis plusieurs années sur l'AB à la Martinique.

Concernant la maîtrise technique des agriculteurs et le transfert des connaissances, il est reconnu que c'est une convergence des savoirs en leur direction qui favorisera leurs progrès.

Les détenteurs « d'un bout de savoir » reconnus sont :

- les agriculteurs eux-mêmes,
- les chercheurs,
- la société civile,
- les experts en agronomie de la Martinique, de la Caraïbe et des régions du Sud.

Des pistes de champs d'expérimentations et d'intervention

Les intervenants ont émis des propositions d'actions regroupées ci-après au sein de 4 thématiques.

Recherche-Développement et capitalisation des connaissances :

- Sur la sélection de cultivars adaptés au bio et au contexte bioclimatique local ;
- Sur les associations de cultures ;
- Sur la lutte contre les bio-agresseurs ;
- Sur l'amélioration de la fertilité des sols à partir de ressources locales (valorisation de l'algue sargasse, associations entre élevage et agriculture) ;
- Sur la mise en place d'outils et techniques adaptés pour des préparations de sol respectueuses et efficaces ;
- Sur la production d'aliments pour animaux à partir de ressources locales accessibles techniquement et financièrement ;
- Sur les savoirs empiriques issus des détenteurs à identifier.

Renforcement de la maîtrise technique des producteurs :

- Appuyer techniquement les producteurs et de manière régulière ;
- Former de manière constante les agriculteurs et les futurs producteurs bio ;
- Favoriser les rencontres d'échanges entre acteurs.

Transfert de savoirs techniques et des technologies :

- Former un réseau de transmission des connaissances ;
- Faire des démonstrations et des expérimentations chez les agriculteurs ;
- Regrouper les innovations au sein de fermes-pilotes ;
- Accompagner individuellement les agriculteurs pour le suivi des essais ;
- S'inspirer de pays aux conditions bioclimatiques proches de la Martinique ;
- Vulgariser les mises en situation pratiques et pragmatiques (journées bord de champ, petites formations théoriques,...).

Réduction de la charge des intrants :

- Regrouper la demande des producteurs pour diminuer le coût d'approvisionnement (centrales d'achat...) ;
- Intégrer l'élevage dans les systèmes culturaux ;
- Organiser un approvisionnement en matières organiques locales non issues de la ferme (recyclage des déchets, autres plantes et algues...) ;
- Améliorer les fourrages locaux pour diminuer la complémentation alimentaire des herbivores ;
- Coopérer entre agriculteurs et éleveurs bio à diverses échelles territoriales pour la fourniture en fumiers ;
- Développer des semences locales référencées et accessibles.

Atelier 2 : Systèmes de production biologiques : Caractérisation, optimisation et valorisation.

Contexte

L'agriculture biologique (AB) existe depuis 1998 à la Martinique et pourtant le déficit de connaissance des entités de production biologique en tant que systèmes de production est un fait indiscutable. Le manque de références locales ou régionales en AB participe alors du peu de crédibilité de la filière. Cette dernière est actuellement dans l'incapacité de se projeter en s'appuyant sur des données sociales, environnementales, techniques, économiques et commerciales fiables, validées et propres à notre contexte.

Cette lacune participe d'une part de la difficulté des prescripteurs à construire un conseil global le plus adapté à la configuration des systèmes de production, leurs objectifs et leurs orientations et ce, dans un contexte de renouvellement permanent du paysage de la filière (physionomie nouvelle des entreprises récemment engagées en AB, évolution du contexte bioclimatique, évolution du marché...).

Cette lacune participe d'autre part du manque de visibilité général sur les performances des entreprises, sur leur capacité à innover et à résister aux contraintes conjoncturelles et de l'environnement naturel.

Le Conseil Scientifique de l'Agriculture Biologique (CSAB, 2012) a fait de la caractérisation de la diversité des systèmes de production biologiques une priorité dans le but d'en tirer des références utiles. Il considère que cette diversité est une source de connaissances et d'innovations systémiques et qu'elle est également le préalable à toute démarche de définition de stratégies de développement de l'AB et de suivi des entreprises.

Produire des références sur les systèmes biologiques dans leur grande diversité est donc nécessaire. Le Plan Ambition Bio 2017 qui a fixé un objectif d'augmentation du nombre de producteurs (70 à 80) et des surfaces engagées en bio (600 ha) à la Martinique en a fait un levier incontournable.

La production de références est un parti pris par les Chambres d'Agriculture de France (programme INOSYS), pour les agricultures des territoires et à plus forte raison, pour l'agriculture biologique citée comme un exemple de diversité et d'innovation.

Orientation des réflexions

L'approche de l'AB est nécessairement systémique (sans pour autant délaisser les échelles de la parcelle et du cheptel). L'analyse de la ferme biologique abordée dans sa globalité est plus que pertinente, lorsqu'on s'intéresse aux questions de performance et d'autonomie des entreprises, des services éco-systémiques qu'ils rendent et de territorialisation de leur activité.

Les agriculteurs biologiques sont souvent inventeurs de systèmes de production originaux, innovants, performants, mobilisant les régulations de l'agro-écosystème pour produire de façon durable une alimentation saine. *"La caractérisation de la diversité des systèmes et de leurs performances permettra d'en identifier les plus prometteurs et les conditions de leur réussite"* (CSAB, 2011).

L'expertise attendue aura porté ainsi sur les stratégies et actions à mettre en œuvre pour mieux connaître la diversité des systèmes biologiques de la Martinique, pour mieux comprendre leur fonctionnement et pour produire des références utiles aux agrobiologistes, aux candidats à l'AB et aux acteurs et décideurs du territoire.

➤ **Objectifs de la séance de travail**

- Faire le point sur la connaissance des systèmes en AB à la Martinique ;
- Faire émerger collectivement les bases d'une démarche permettant de caractériser et de référencer les connaissances sur les systèmes biologiques ;
- Définir des pistes de valorisation des références sur ces systèmes.

Synthèse des travaux

De cet atelier il ressort que le référencement de données est un chantier qui devra être mis en œuvre sur la base d'une observation du fonctionnement des entreprises de l'échelle de la parcelle à celle du système d'exploitation. Ce travail devra être validé par un collège d'experts.

➤ **Constats**

L'agriculture biologique à la Martinique souffre d'un manque global de références. Les seules données existantes sont statistiques et économiques, disponibles auprès de la DAAF de Martinique essentiellement. Les autres données sont nationales et elles ne sont presque jamais transposables.

Il est difficile de rassembler des données, difficulté d'autant plus grande qu'il y a en Martinique une grande diversité de cultures, de pratiques. Les connaissances sont souvent empiriques, et il n'existe pas à ce jour d'organisation et travaux permettant de les valider, par des essais notamment.

Néanmoins, la filière AB existe depuis 1998 en Martinique et en absence de référentiel propre à l'AB les agriculteurs ont dû jouer d'inventivité pour mettre en place et éprouver des stratégies pour mener à bien leurs cycles de production. Cela fait d'eux les premiers détenteurs de savoirs.

Il est nécessaire de transcrire les informations en notre possession récoltées depuis le lancement de la filière, soit une vingtaine d'années. Il est nécessaire de développer des sujets de recherche dans ce sens.

Les experts se sont accordés sur la nécessité de produire des références à plusieurs échelles. Ils privilégient alors une approche sectorielle mais également une approche systémique. Dans ce dernier cas, il faudrait tout d'abord avoir une vision globale du système, et pour cela il faut comprendre le système, les stratégies, les types de production en ayant pour objectif la classification des critères.

En tout état de cause, une pareille démarche gagnera à reposer sur une synergie et une implication entière de l'ensemble des acteurs de la filière.

Caractérisation des références recherchées

Le référencement est un chantier de grande ampleur car ce qui est nécessaire de référencer est très large. Pour cause, en Martinique il existe une diversité de systèmes, en monoculture, polycultureaux, mixtes.

Mais il existe également une diversité climatique, pédologique, autant de critères de différenciation ou de caractérisation des systèmes.

De même, les objectifs des agriculteurs sont différents et peuvent faire l'objet d'un critère de classification.

Trois grands types de références sont suggérés par les experts :

Des références techniques sur :

- Des variétés adaptées ;
- La fertilisation ;
- Les compostages ;
- Le contrôle des bio-agresseurs ;
- La gestion de la fertilité du sol...

Des références sur les systèmes :

- D'associations de culture positives ;
- De rotations de culture ;
- D'associations culture-élevage ;
- De références économiques...

Ici, la méthode d'approche devrait intégrer les enquêtes terrain pour apprécier le fonctionnement du système. L'agriculteur biologique considère que l'ensemble de la ferme est un système vivant.

Il faut donc avoir une vision globale de son fonctionnement même dans une recherche de référence sectorielle.

Des références « moins formelles » :

Elles s'appuieraient sur des fondements empiriques comme :

- Les cycles lunaires ;
- Les astres ;
- Les saisons et leur influence sur la culture et l'élevage ;
- La valeur patrimoniale et culturelle des choix opérés.

Les experts s'accordent sur l'importance de tenir compte des valeurs et énormes enjeux culturels liés à la pratique de l'agriculture biologique.

Pour exemple un agriculteur éleveur qui fait du porc peut également de façon stratégique produire des groseilles, des pois d'angole dans l'objectif de répondre à la demande de ces produits spécifiquement durant les fêtes de fin d'année.

Proposition d'organisation du référencement de données en AB

Pour capitaliser et traiter les données

La méthodologie à employer doit être soumise à l'expertise d'acteurs de la filière notamment les agriculteurs, chacun concourant dans sa discipline au sein d'une coordination.

Cette coordination pourrait se composer de :

- la Chambre d'Agriculture,
- la Recherche,
- le réseau RITA²,
- l'Université des Antilles et de la Guyane,
- l'Enseignement,
- les centres de gestion.

Le travail de capitalisation des données se ferait à partir d'outils d'enregistrement élaborés et validés par cette coordination pour uniformiser les données et faciliter leur traitement. L'agriculteur et son système faisant l'objet d'étude doit être impliqué et participer à la mise à disposition des données.

Pour diffuser les références

La démarche de diffusion sera efficace si l'information est rendue le plus accessible que possible. La centralisation de cette information demeure indispensable. Pour ce faire, une structure unique pourrait constituer le siège des références qui seront produites localement. Cette structure répertorierait également toutes les références utiles produites hors de la Martinique.

Les références produites devraient permettre l'élaboration d'un ouvrage qui ferait converger les données à l'exemple d'un « manuel du producteur en agriculture biologique ».

Ces références devront cibler principalement :

- Les agriculteurs ;
- Les acteurs techniques de la filière ;
- L'Enseignement agricole ;
- Les collectivités en charge du développement économique.

Les canaux de diffusion sont nombreux et pourraient être :

- Des techniciens formés sur toutes les pratiques et qui vulgariseraient l'information ;
- Des bases informatiques ;
- Des opérations d'échanges en groupe, les agriculteurs au centre ;
- Des supports physiques divers.

² Lancé en 2011 par le gouvernement français à la suite des Etats généraux de l'Outre-Mer, le Réseau d'Innovation technique et de Transfert (RITA) est mis en place pour favoriser la diversification de l'agriculture dans les Dom.

Atelier 3 : Commercialisation et valorisation de la production bio : pour une rémunération optimale du producteur

Contexte

Les avis d'experts et les témoignages des agriculteurs laissent entendre que la capacité d'absorption de produits bio du marché local est importante. La directive nationale portant sur l'introduction de 20% de bio dans les repas de la restauration collective est, dans ce sens, destinée à étendre ce marché et susciter davantage de consommation de productions biologiques localement.

De cette perspective découlent des enjeux :

- **économique** : Confortement de la demande et développement de la production bio ;
- **de santé publique** : Qualité sanitaire des produits, incitation au changement des habitudes de consommation ;
- **de développement agricole** : Incitation au changement des pratiques conventionnelles ;
- **environnemental** : préservation des ressources naturelles et patrimoniales.

Toutefois, la production biologique est encore faible, compte tenu de la faible productivité de la plupart des fermes en AB, contrastant ainsi avec une demande forte. Le défi de la production bio est alors lancé, et la connaissance des spécificités du marché demeure un paramètre de sécurisation de leur rémunération qu'il leur faut connaître et maîtriser.

Orientation des réflexions

La rémunération de l'agriculteur biologique se joue en grande partie au travers du processus qu'il met en place pour commercialiser sa production. Ceci implique que ce dernier ait une bonne connaissance de son marché afin de mettre en œuvre des stratégies payantes de mise en vente de sa production.

En guise d'éclairage, l'atelier mettra en débat les principaux résultats d'une étude de marché pilotée en 2015 par la Chambre d'Agriculture de la Martinique. Elle a identifié entre autres les circuits de commercialisation par lesquels transite le produit bio local. Elle a également décrit les habitudes de consommation et les attentes des consommateurs directs et des non consommateurs de produits bios locaux.

Les travaux en ateliers visent à cerner l'opportunité et le potentiel des différents circuits de commercialisation en identifiant leurs atouts et contraintes, et ce, dans un but d'optimisation de la rémunération du producteur. Les besoins de connaissance du marché seront définis afin de planifier le prolongement des travaux réalisés dans ce domaine.

Objectifs de la séance de travail

- Définir des priorités de marché pour un positionnement payant de la production bio ;
- Trouver des pistes d'actions permettant de démocratiser la production bio locale ;
- Définir des actions pour consolider la connaissance du marché du bio et de son potentiel à la Martinique.

Synthèse des travaux

Constat

Selon l'étude du marché de l'agriculture biologique à la Martinique réalisée par la Chambre d'Agriculture de la Martinique en 2015, la production biologique est présente sur tous les circuits de distribution. Ainsi, le produit bio local se retrouve dans les circuits courts à longs sans jamais satisfaire la demande, en quantité notamment. Le marché local absorbe donc la totalité de la production bio.

En 2013, 80% de cette production est distribuée via les circuits courts en vente directe ou sur les marchés de producteurs. Le reste de la production est destiné à la restauration collective, aux magasins spécialisés et GMS, et à une usine de transformation.

La répartition de la distribution a évolué de manière significative puisqu'en 2011 95% des produits sont distribués via le circuit court (60% en vente directe au consommateur et 35% sur les marchés), et les 5% restants, via les GMS et magasins spécialisés.

Faut-il privilégier un circuit de commercialisation ?

Le circuit court, prédilection de la petite entreprise bio

Le circuit court est retenu comme canal de commercialisation prioritaire pour l'heure, au regard des organisations mises en place actuellement par la majorité des producteurs et des avantages qu'ils en tirent. Parmi ces avantages, on notera une proximité forte avec le consommateur et la possibilité de s'adapter à sa demande, à ses besoins. Cette proximité permet d'instaurer une relation de confiance et de fidéliser la clientèle. Le deuxième avantage est le paiement immédiat qui garantit un apport en trésorerie rapide au producteur et améliore le fonctionnement de l'entreprise et la vie de l'agriculteur.

Cependant, la commercialisation par circuit court ne s'improvise pas : elle nécessite de la polyvalence de la part du producteur. Il est attendu de lui qu'il soit à la fois producteur et vendeur. Une autre caractéristique de ce mode de commercialisation est qu'il est chronophage.

Parmi toutes les formes de commercialisation en circuit court (marchés de producteurs, AMAP, marchés autres, paniers) deux semblent se détacher : la vente par l'intermédiaire de paniers et la vente sur des marchés de producteurs. Ces formes de commercialisation permettent une meilleure valorisation des produits bio selon ceux qui les utilisent.

La commercialisation par les AMAP est jugée intéressante mais encore trop peu ancrée dans les habitudes des consommateurs.

Le circuit long, un choix adapté à certains profils de producteurs

La commercialisation en circuit long (GMS, magasins spécialisés, restauration collective, hôtes/restaurants) souffre d'aspects jugés rédhibitoires par les experts de cet atelier. Les paiements différés, la rupture du lien direct avec le consommateur, le rapport de force exercé par les grands distributeurs, l'exigence de régularité, de volume, de grande diversité de produits ont entre autres été cités comme des contraintes.

La commercialisation en circuit long apparaît comme une voie à emprunter pour un producteur averti, doté d'une forte capacité de négociation, d'une bonne connaissance du code des marchés publics (appel d'offre) et capable de garantir une production régulière et en quantité.

Des actions pour consolider le développement de la commercialisation du bio et la rémunération du producteur

Du regroupement pour plus d'efficacité

Quel que soit le circuit de commercialisation privilégié par le producteur (circuit court ou long), la nécessité d'un regroupement des agriculteurs fait consensus et est perçue comme un facteur d'optimisation de la commercialisation des produits bio.

En effet, le regroupement faciliterait la structuration de la filière bio et les bénéfices seront nombreux. Il faciliterait l'entraide entre producteurs, la mutualisation des moyens de production et de la main d'œuvre pour une optimisation et une régulation de la production d'une part.

D'autre part, il facilitera le développement d'une véritable stratégie partagée de promotion et de marketing du bio local.

Par ailleurs, le regroupement des producteurs permettra une gestion collective des produits et ainsi, d'équilibrer les rapports de force avec les distributeurs du circuit long au travers de négociations (de prix notamment) plus avantageuses pour le producteur.

Du bio pour tous et le foyer au centre de la promotion

La majorité des participants présents à l'atelier estiment que le bio ne doit pas être réservé à une élite et qu'il doit se démocratiser. Le bio ne doit pas être dirigé à des personnes privilégiées financièrement, capables de payer le prix fort pour une alimentation plus saine. Le bio doit sortir du caractère de niche et être accessible à toutes les couches de la population.

La ménagère martiniquaise est de plus en plus sensible à la qualité de son alimentation, échaudée par les différents scandales sanitaires révélés au grand jour. Le bio doit donc s'appuyer davantage sur cette cible.

Les enfants peuvent constituer un vecteur particulièrement efficace pour transmettre le message au sein du foyer. L'utilisation de toutes les nouvelles technologies de communication, ainsi que les médias classiques (spots publicitaires, articles de presse, films, radios,...) sont autant de moyens d'atteindre cette cible.

Atteindre ce public permettra d'améliorer l'image des produits bio et contribuera à une augmentation de l'achat de produits et du revenu du producteur.

En termes de prospection, la filière gagnerait à connaître les parts de marché qu'elle peut conquérir. L'intérêt de la transformation des produits bio peut être aussi un axe à aborder à travers des études spécifiques.

De la formation des producteurs

Les producteurs doivent se former pour améliorer leurs connaissances en marketing et en vente, adaptées aux différents circuits de commercialisation.

En effet, ces derniers sont davantage tenus de développer la double compétence production et vente, l'une comme l'autre ne s'improvisant pas.

Dans un souci d'optimiser sa rémunération, l'agriculteur biologique doit être en mesure, selon ses prédispositions, d'ajouter de la valeur à sa production en explorant des pistes de transformation et répondre à toutes les obligations réglementaires liées à l'agrotransformation. Parallèlement, il doit maîtriser les bases techniques de mise en œuvre des process de transformation des denrées tant végétales qu'animales.

Plus largement, l'agriculteur bio doit se professionnaliser, être un artiste de la production, un artiste de la vente et un gestionnaire compétent. Il est aussi comptable, chercheur, et doit mettre en adéquation son art de vivre avec son environnement.

Par conséquent, sa capacité à gérer son entreprise est requise et sa maîtrise des paramètres de production tels que les coûts de production doit être effective.

Conclusion générale

Le séminaire « pour une définition collective des déterminants d'une agriculture biologique productive et rentable » a permis la rencontre de 155 participants. Leurs contributions éclairées par les interventions d'experts ont permis de faire émerger des pistes en réponse à la problématique « quelles stratégies pour relever le double défi de la production bio et de la rentabilité des fermes biologiques ? ».

Ce séminaire aura donné de l'écho à la volonté des agriculteurs bio de se regrouper afin de mettre en commun leurs moyens autour d'une vision partagée du développement de l'AB. Il a été la tribune d'expression de leurs besoins de soutien mais également, des perspectives de développement de leurs groupement et associations.

Les agriculteurs et leurs partenaires experts se sont accordés en atelier sur une perspective d'augmentation des performances des entreprises en AB par la mise en œuvre d'actions autour de trois axes :

- L'amélioration de la maîtrise technique des producteurs, passant par des actions de formation, de transfert de connaissances autour d'une expertise associant les acteurs du développement du territoire et des référents de la Caraïbe ;
- L'élaboration de références techniques et économiques à échelles variables pour faciliter l'installation et le développement des entreprises en AB et conforter l'action des prescripteurs de conseils aux agriculteurs et celle des collectivités ;
- Le développement de stratégies collectives de commercialisation sur tous les circuits connus, le développement de nouveaux canaux de distribution et la formation des agriculteurs dans les domaines de la commercialisation, de la transformation et de la gestion d'entreprise.

Les institutions publiques locales et nationales sont attentives au développement de cette agriculture, attendant que ses représentants se structurent en filière organisée. Ces derniers peuvent en effet compter sur le concours des structures administratives à l'exemple de l'Etat qui, localement représentée par la DAAF, favorise la mise en œuvre du programme de développement Ambition bio 2017 comprenant entre autres la mise à disposition de crédits d'animation bio permettant à la Chambre d'Agriculture de la Martinique de mener des actions pour accompagner le développement de la filière. Le conseil Régional de la Martinique a rappelé son soutien appelant de ses vœux que les agriculteurs se regroupent.

La Chambre d'Agriculture de la Martinique poursuivra la mise en œuvre d'actions d'accompagnement individuel des producteurs, d'animation de filière et de co-construction à l'image de ce séminaire.

A ce titre, 2016 sera l'année de la tenue d'un séminaire plus important et ouvert à un public plus large. Ce dernier sera d'une part l'occasion d'évaluer l'impact à court terme du premier séminaire de 2015 sur la dynamique de développement de la filière. D'autre part, il permettra de se pencher sur d'autres problématiques de développement, dans un esprit de partage et de co-construction avec l'ensemble des acteurs concernés du territoire, notamment les agriculteurs en AB.

Annexe I : Spécificités des circuits courts de commercialisation du bio en Martinique

	Marchés de producteurs	Marchés autres	AMAP	Paniers
Atouts	Echo des besoins des consommateurs ; Commercialisation en point unique ; Gestion collective démarche commerciale ; Promotion et commercialisation directement par le producteur (le producteur peut vanter son produit) ; Mise en confiance du client par la traçabilité du produit ; Echange avec le consommateur = identification de la demande / réactivité / adaptabilité.	Écho des besoins des consommateurs ; Draine beaucoup de monde ; L'agriculteur profite de la campagne de promotion du marché.	Écho des besoins des consommateurs ; Préfinancement de la production ; Client acteur averti ; Contractualisation ; Contribution financière du consommateur.	Écho des besoins des consommateurs ; Réponse à des demandes spécifiques.
Contraintes	Coûts de préparation et de conduite des marchés ; Gestion des invendus ; Nécessité d'une polyvalence (18% du temps à consacrer par le producteur à la commercialisation de ses produits).	Perte de visibilité ; Gestion des invendus Peu ou pas d'intermédiaire ; Pas de démarcation avec les autres produits du marché (signalétique) ; Obligation de s'aligner sur les produits non bio ; Pas de dispositif financier pour accompagner les producteurs hors coopératives.	Producteur redevable ; Coût de préparation des commandes ; Faible marge de manœuvre en cas de non production ; Reste confidentiel ; Temps de transport.	Coût de préparation des commandes ; Logistique spécifique.
Exigences spécifiques	Art de la vente Merchandising ; Une exigence de diversification de l'offre de produits ; Nécessite une organisation au préalable ;	Art de la vente ; Merchandising.	Contraintes organisationnelles ; Production diversifiée ; Maîtrise outils de communication.	Contraintes organisationnelles ; Production diversifiée ; Maîtrise outils de communication.
Impacts sur rémunération producteur	+ Pas d'intermédiaire + De l'argent frais - Temps de préparation et de vente - Volumes échangés très faibles	+ Pas d'intermédiaire - Temps de préparation - Temps de vente (coût)	+ Trésorerie sûre + Valeur ajoutée + Pas d'intermédiaire	+ valeur ajoutée + Pas d'intermédiaire - Temps de gestion

Annexe II : Spécificités des circuits longs de commercialisation du bio en Martinique

	GMS	Magasins spécialisés	Restauration collective	Hôtels/restaurants
Atouts	Livraison confiée à un intermédiaire ; Capacité d'absorption ; Plus de temps à produire.	Capacité d'absorption ; Relais de la valorisation du produit ; Proximité de contact / facilité plus importante de négociations ; Adéquation des produits avec capacité du producteur.	Capacité d'absorption ; Directive nationale incitative ; Facilite la planification.	Meilleure marge de négociation des prix.
Contraintes	Frais d'intermédiaires ; Paieement +/- différé ; Dépendance du producteur ; Fluctuations des prix ; Fonctionnement des SMS (en marge de la réglementation : obligation de mettre en rayon, de nettoyer le rayon, etc) ; Difficultés pour le producteur d'imposer ses conditions ; Valorisation des produits (pas de mise en valeur) ; Gestion des invendus.	Frais d'intermédiaires Paieement +/- différé ; Gestion des invendus.	Frais d'intermédiaires Paieement +/- différé ; Savoir répondre aux appels d'offres ; Nécessité de respect des engagements → honorer un contrat.	Présence du bio encore informelle dans les menus ; Faible capacité d'absorption en Martinique ; Fluctuations de la demande ; Avoir une grande diversité de produits.
Exigences spécifiques	Conditionnement ; Calibrages ; Nécessité de bonne négociation avec SMS (certains savent faire) ; Nécessité de régularité et de volumes → position de force ; Planification.		Conditionnements préalables ; Transformations préalables ; Marchés publics.	Planification.

Annexe III : Liste des participants

NOM	PRENOM	FONCTION/METIER	ORGANISME/ENTREPR
ABATUCI	Alain	Technicien agricole	SCIC Martinique
ACCAMAH	Bernard	Agriculteur bio	
ACCAMAH	Thomas	Agriculteur bio	
ADELE	Kétar	Agriculteur bio	
ALEXANDRE	Gisèle		INRA
ALINE	Didier	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
ANDRE	Dominique	Responsable environnement hygiène alimentaire	Laboratoire d'Analyse départemental
ASENSIO	Rémi	Agriculteur bio	EARL Herboristerie créole
ASENSIO	Séverine	Agricultrice bio	EARL Herboristerie créole
AUGUSTE-CHARLERY	Joël	Directeur	ADECOS « Ferme Bontemps Lacour »
AURELIE	Jonathan	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
BALAIR	Nicole	Chef de service programme éco sectoriels	CACEM
BELONY	Maguy	Adjointe	Mairie du Gros-Morne
BERNABE	Kora	Agricultrice	Association VALCACO
BERTHOD	Laurent	Chargé de mission	Banamart
BERTOME	Louis Daniel	Président	Chambre d'Agriculture
BLONDEL LA ROUGERY	Arielle	Agricultrice bio	
BLONDEL LA ROUGERY	Michel	Agriculteur bio	
BRIEU	Jacques	Président	Paysan Bio
BOBI	Dinia	Administrateur	EXO7
BUNOD	Richard	Agent identificateur	Chambre d'Agriculture
BURCE	Nathalie	Responsable certification Global gap	Banamart
CAPRON	Kévin	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
CAREME	Olivier	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
CARON	Laurent	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
CARREAU-GASCHEREAU	Olivier	Agriculteur bio	
CARRUZO	Guillaume		SCIC Martinique
CEBAREC	Sandra	Présidente	EXO7
CELY	Jean-Pierre	Agriculteur	
CHABRIER	Christian	Correspondant	CIRAD
CHARLERY	Gabriel	Agriculteur	
CHRISTINE	Christopher	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
CLEM	William	Technicien agricole	Coopérative AVJT
CLOQUEMIN	Gérard	Service Agriculture et Forêt	DAAF
CLOSE	Séverine	Technicienne encadrement technique	CTCS
COTTIN	Gwenaëlle		SCIC Martinique

NOM	PRENOM	FONCTION/METIER	ORGANISME/ENTREPR
CY THERE	Lucienne	En cours d'installation	
DACHIR	Christian	Adjoint	Mairie du Marin
DAIRE	Cindy	Agricultrice bio	
DANGLADES	Dominique	Secrétaire général	IMAFHOR
DAVIDAS	Marie-Agnès	Agricultrice	Coopérative AVJT
DE JAHAM	Samantha	Agricultrice bio	
DE MEILLAC	Arnaud	Agriculteur	SARL Floral
DESCAS	Gérard		
DESRIVINE	Fabienne	Agricultrice	STEA ferme au Jardin
DESSART	Claudine	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
DONDIN	Yves	Agriculteur Bio	
DRELA	Audrey	En cours d'installation	
DUCALCON	Claude	Agriculteur en bio	SCEA AGRINOVA
DUCALCON	Ursula	Femme d'agriculteur	SCEA AGRINOVA
DUFRENOT	Aimery	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
DURAL	David	Directeur	IT2
DUVAL	Marie-France	Correspondante	CIRAD
EDMOND	Joanie	Technicienne expérimentation	IT2
EGEDIUS	Marie-Etienne	Responsable d'agence	P. Autour SA
EL HAGE	Steeve	Agriculteur	
ELBENE	Jean-Louis	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
ELBENE	Louis-Marie	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
ELIAS	Arabel	Intervenant	Universitaire
ELISABETH	Karl	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
EMONIDE	Sandra	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
ETIENNE	Mylène	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
FERNANDES	Paula	Chercheur	CIRAD
FEVRIER	Amélie	Chargée de mission	CTCS
FRANCOIS-HAUGRIN	Julien	Agriculteur	
FURIC	Lionel	Agriculteur	
GAUTHIER	Valérie	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
GENTEUIL	Jordy	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
GERVAIS	Laurent	Responsable systèmes de cultures innovants	IT2
GIBERT	Catherine	En cours d'installation	
GIBOYAU	Dolores	Gestionnaire programme Leader	CACEM
GIRAUD	Audrey	Conseiller épidémio-surveillance	Chambre d'Agriculture
GLORIANNE	Louis-Félix	Agriculteur	
GODOMEN	Patrick	Agriculture bio	
GUENOT	Juliette Muguet	Ingénieur en développement local	TSE

NOM	PRENOM	FONCTION/METIER	ORGANISME/ENTREPR
HAUTERVILLE	Joffrey		SCIC Martinique
HERELLE	Christelle	Responsable Service Développement	Mairie de Sainte-Marie
HERVOUET	Anaïs	Animatrice de territoire Versants nord-ouest montagne pelée	Conservatoire du littoral
JACQUOT	Ridge	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
JEAN-BAPTISTE	Françoise	Agricultrice	
JEAN-BAPTISTE	Isabelle	Ingénieur innovation technique et transferts	Chambre d'Agriculture
JEAN-BAPTISTE	Prosper Eugène	Agriculteur bio	EARL GF Jean-Baptiste
JOACHIM	Roselyne	Chef de service Etudes	Chambre d'Agriculture
JORITE	Christelle	Gérante et consultante en développement des organisations	TSE
JOUANELLE	Loïc	Agriculteur	
JULIEN	Catherine	Agricultrice	
JUSTINE	Jean-Marc	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
KECLARD	Ingrid	Chef du service formation	Chambre d'Agriculture
KLEIN	Malvina	Gérante	La vie Claire
KERMOISAN	Mickaël	En cours d'installation	
LABONNE	Josée-Llyan	Chef de service	Service d'expérimentation en agroécologie (SEA)
LAVENTURE	Christophe	En cours d'installation	
LAVIGNE	Christian	Ingénieur	CIRAD
LISLET	Félix	Agriculteur bio	
LOUIS-GUSTAVE	Sabine	Consultante	ACP Conseil
LOWENSKI*	Théonie	Chef du service développement rural	CAESM
MAC	Jean-Michel	Animateur RITA	LANDOM
MALSA	Malike	Paysan bio	AFPBM
MARGUERITE	Franck-Stéphane	Agriculture bio	AFPBM
MARIAN	Joëlle	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
MARIE	Frédéric	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
MARIE-ALPHONSINE	Paul-Alex	Agronome	CIRAD
MARIE-NELY	Hélène	Animatrice ECOPHYTO	Chambre d'Agriculture
MARTIAL	Jean-José	Responsable technique	IT2
MARTINEAU	Jean-Daniel	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
MARTINON	Sandrine	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
MAUMET	Laure	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
MAURICE	José	Président commission Agriculture	Conseil Régional
MERGIRIE	Marie-Lyne	Agricultrice	
MIATEKAELA	Jean	Enseignant	LEGTA de C.R
MICHEL	Virginie	Enseignante	LEGTA de C.R
MONRAPHA	Raymond	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
MONROSE	Nicaise	Directeur	Chambre d'Agriculture

NOM	PRENOM	FONCTION/METIER	ORGANISME/ENTREPR
MOURIESSE	Marie-Claude	Agricultrice	
MOUTAMALLE	Valérie	Agricultrice	
MOUTOUSSAMY	Gilles	Chef du service Développement	Chambre d'Agriculture
NELSON	Laëtitia	Responsable certification environnement	IT2
NEMA	Luc	Responsable du suivi de l'expérimentation	Chambre d'Agriculture
NIEGER	Pascal	Consultant Formateur	ADEQUA
OLLIVIER	David	Responsable filière AB	DAAF
OLLON	Josette	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
PETIT	Dominique	Agricultrice	
PEREZ DE CARVASAL	Alexis	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
PINEL-FERREOL	Erika	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
PIERRE-LEANDRE	Charles	Chef du service Etude	SAFER
PIGEON	Nathalie	Agricultrice	Les Jardiniers du nord
PRADO	Cathalina	Traductrice	
QUENETTE	Gwénaél	Responsable analyses vétérinaire et végétale	Laboratoire d'Analyses départemental
RAMANICK	Danielle	Licence ABCD	Recherche d'emploi
RANGON	Luc	Agriculteur	
RAVIER	Ruidice	Présidente	Imafhlor
RENE-CORAIL	Daniel	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
RETORY	Audrey	Agricultrice bio	
RETORY	Rodolphe	Agriculteur bio	
ROLLIN	Florian	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
ROMELUS	Angélo	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
RUBEAUX	Céline	Assistante directeur technique	Le Lareinty SA
RUSTER	Guy	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
RYCKEWAERT	Philippe	Chercheur	CIRAD
SALVIN	Nicolas	Agriculteur	Association VALCACO
SERVIER	Marie-France	Consultante	Ruralité Multiservices
SINSEAU	Patrick	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
SOPHIE	Stéphane	Conseiller en développement	Chambre d'Agriculture
SYLVANIELO	Caroline	Chargée d'études	FREDON
TERRANCE	Antoinette	Chargée de mission développement agricole	Conseil Général
THEODOSE	Alain	Adjoint au Maire	Mairie de Sainte-Anne
THEODOSE	Lucas	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
TUNORFE	Thierry	Assistant	Association EXO7
VERTUEUX-DEGRAS	Claudine	Chef de l'EDE	Chambre d'Agriculture

NOM	PRENOM	FONCTION/METIER	ORGANISME/ENTREPR
VILNA	Thierry	Conseiller spécialisé	Chambre d'Agriculture
VIRAYE	Juana	Directrice de l'exploitation agricole	EPL de Croix-Rivail
VROUST	Gérard	Conseiller agricole	Chambre d'Agriculture
WILLIAMS	Léa	Assistante chargé de gestion de projet	IT2
ZECLER	Laurent	Licence Professionnelle ABCD	CFAA/LEGTA de Croix-Rivail
ZELELA	Valérie	Conseillère agricole	Chambre d'Agriculture